

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 7 JUILLET 1977  
N° 492 1,70 F

Commission paritaire : 56 942  
Tél : 636 - 73 - 76

LE MOUVEMENT  
DES FEMMES ET  
L'«UNION DE LA GAUCHE»

LIRE NOTRE ENQUÊTE EN PAGE 6

## Les coupures de l'EDF

Fervente de cinéma quand il s'agit de fabriquer des documentaires à la gloire de son programme électronucléaire, EDF vient de montrer les limites de son goût pour l'audiovisuel : Serge Poljinsky réalisateur du film «Nucléaire Danger immédiat» a reçu une assignation en référé devant le tribunal de grande instance de Paris pour aujourd'hui sur demande de M. Bienvenu, responsable EDF. Ce personnage ne demande pas moins que la coupure de toutes les séquences du film où on le voit défendre le point de vue d'EDF. Dans une réunion contradictoire il apparaît plutôt mal à l'aise devant une assistance peu convaincue par ses «arguments».

EDF qui pratique souvent les coupures de courant, voudrait maintenant couper les films ! Cette tentative scandaleuse de saboter le film doit échouer !

● Le débat sur le protectionnisme p. 2

● Crédit Lyonnais (Paris) : 3 semaines de débrayage, un premier bilan à faire p. 3

● PCUK à Levallois : non au démantèlement des laboratoires p. 3

● Une tonne de haschich saisie à Sainte Maxime p. 4

● La diversification chez Opel p. 4

## ● ALLEMAGNE DE L'OUEST

### Grève victorieuse des imprimeurs de Brême

## ● ANGLETERRE

### Les mineurs demandent le doublement des salaires

# LES OUVRIERS CONTRE LE CONTRAT SOCIAL



En 74 : La lutte des mineurs anglais avait déjà déclenché une crise.

La tenue du congrès des mineurs anglais a porté un coup très grave à la politique de contrat social menée par le gouvernement travailliste ces deux dernières années. Non seulement ils ont refusé de renouveler les contrats de limitation des salaires, mais en plus ils demandent d'importantes augmentations de salaires dès le mois de novembre sans attendre le délai prévu des négociations en mars 78. Leur but est d'obtenir un doublement des salaires des mineurs. Plusieurs syndicats se sont déjà prononcés contre le renouvellement des accords de limitation des salaires. Les congrès qui doivent se tenir dans les prochaines semaines pourraient suivre la même voie que les mineurs.

Pendant ce temps, en Allemagne, le mois de juin a été marqué par la plus grande grève de l'imprimerie de l'histoire du mouvement ouvrier allemand. Les imprimeurs de Brême largement soutenus par la population ont poursuivi une grève de trois semaines, contre l'avis des directions syndicales, s'opposant à ce qu'elles mènent des négociations à leur place. C'est ce plan de restructuration allemand, reposant sur un important volant de chômage, que les imprimeurs ont affronté en refusant les

diminutions de salaire de fait que les patrons voulaient leur imposer.

Les ouvriers d'Angleterre et d'Allemagne — les deux modèles de société dont Mitterrand s'inspire quand il vante aux patrons le consensus social qu'il se dit capable d'imposer —, mettent à nu les formes d'exploitation particulièrement brutales que les sociaux-démocrates, amis du PS, imposent à la classe ouvrière lorsqu'ils s'installent au pouvoir.

(LIRE NOTRE ARTICLE EN PAGE 5)

## MESURES POUR L'EMPLOI DES JEUNES

en application depuis hier

## Les cadeaux de Giscard au patronat

Les mesures visant à encourager l'emploi des jeunes qui accompagnent le plan Barre-bis, ont été publiées hier au journal officiel. La saisine du PS auprès du Conseil constitutionnel a été rejetée. Ces mesures démagogiques visent à créer artificiellement quelques dizaines d'emplois en faisant un cadeau scandaleux au patronat, notamment en l'exonérant des charges sociales qui seront assumées par l'État, et en le dispensant de respecter les lois sur le droit syndical.

Pour les chômeurs, ces mesures n'ont d'égal à leur démagogie, que leur inefficacité.

## ACCORD FRANCO-ALLEMAND

Surrégénérateur

## L'axe Paris-Bonn

(LIRE NOTRE ARTICLE EN PAGE 4)

## BLANCHISSERIE TISSOT (PARIS 11<sup>e</sup>)

## 90 ouvriers contre un patron de choc

Un an après leurs camarades des Blanchisseries Élis à Pantin, ce sont cette fois, depuis le 1<sup>er</sup> juillet, les ouvrières de la blanchisserie Tissot à Paris, qui sont partis en grève refusant et dénonçant les salaires et conditions de travail d'esclave qui leur sont imposés comme dans les dizaines de petites blanchisseries qui pullulent dans la capitale. Le patron n'avait jamais vu ça : depuis 8 jours, il multiplie les provocations : piquet anti-grève, simulation de séquestration, affiches anti-syndicales. Toutes choses qui ne sont pas de taille à arrêter les 80 ouvrières unies autour de leur syndicat CGT !

## VACANCES

Club Méditerranée

## Le marchand de rêves

(LIRE NOTRE ARTICLE EN PAGE 8)

«Grands espaces et exotisme, vos loisirs à la carte dans tous les coins du globe». Ce thème publicitaire a pris de l'ampleur. Sur les murs des villes, dans les couloirs du métro des affiches invitent en permanence au voyage.

Le rêve se vend. De véritables trusts étendent leur réseau d'hôtels, de villages, offrent à leur clientèle les charmes discrets d'un exotisme de cartes postales. Le club Méditerranée est de ceux-là. Dirigé par un patron de gauche, ce club veut être à vocation populaire, il prétend faire du rêve à la portée de toutes les bourses.

Mais qu'y a-t-il derrière ces belles images de soleil et de ciel bleu ?

# POLITIQUE

## Les discordes dans la majorité

Le rassemblement des partis de la majorité commandé par Chirac et décommandé par ses partenaires, subit une nouvelle mutation. Aujourd'hui, ce sont des représentants du CDS, du parti radical, de la fédération des socialistes démocrates et quelques radicaux de gauche qui doivent se réunir pour se «concerter». Le RPR n'est pas de la fête. La réunion a été annoncée par Stirn, bien connu pour faire échouer presque tout ce qu'il entreprend, secrétaire général du mouvement des sociaux-libéraux, qui a tenu à souligner —était-il besoin de le préciser— que cette réunion n'était pas dirigée contre Chirac ! Toujours est-il que Stirn sortait de chez Barre, et qu'il s'agirait aujourd'hui, une fois de plus, de déboucher sur la constitution d'un «grand mouvement social-démocrate». Et voici que resurgit l'idée d'une «plate-forme commune» des partis de la majorité (diminués du RPR), à la recherche du gadget qui permettra à leur «unité» faite de bouts de ficelle de tenir debout jusqu'aux élections...

## Le ministre de l'industrie poursuivi pour abus de pouvoir ?

C'est ce qui pourrait se produire prochainement, si Monory, le ministre en question, persiste à vouloir implanter Leclerc à Périgueux. Yves Guéna, responsable politique du RPR, et maire de Périgueux, qui fait front avec la Chambre de Commerce, est fortement opposé à l'implantation d'un centre commercial de ce type, opération qui lui aliénerait vraisemblablement l'électorat des petits commerçants. «Si la décision est confirmée, dit-on parmi les élus de Périgueux, cela voudra dire que le ministre n'a pas agi conformément à l'intérêt général, mais qu'il a cédé à des pressions politiques». Pressions venues d'où ? On s'assure qu'elles seraient le fait d'Alain Poher, président du Sénat. Ainsi, cette opération, qui semblait bien à l'origine n'être qu'une affaire de plus ou moins grande surface, devient l'occasion d'un nouveau règlement de comptes dans ce qui s'appelle la majorité.

## Prix : 1% en juin selon la CGT

Selon la CGT, les prix ont augmenté de 1% au mois de juin. Quand on sait que, bien que collant plus à la réalité que celui de l'INSEE, il ne correspond pas à la véritable hausse des prix pour les travailleurs les plus exploités, on voit à quel point la propagande gouvernementale sur le thème «ça va aller mieux» est mensongère.

## Le débat sur le protectionnisme

# LA VOIE ÉTROITE ENTRE LE REFUS DU LIBRE ÉCHANGE ET LA CRAINTE DE LA GUERRE ÉCONOMIQUE

Adoption de mesures protectionnistes ou maintien du «libre échange» ? Le débat est ouvert depuis de longs mois dans le patronat français et international revient sur le tapis avec les récentes déclarations de Ceyrac demandant la lutte énergique contre les «importations sauvages» et le dossier que Bidegain, président de la commission

d'Expansion à l'Étranger du CNPF, s'apprête à déposer entre les mains de Barre. Dans cette étude, le patronat déclare que les secteurs-clés de l'économie française sont menacés par les importations trop grandes de produits étrangers et réclame l'adoption de mesures protectionnistes même si elles n'en portent pas le nom.

Selon des études récentes, 35% des biens de consommation et d'équipement vendus en France en 77 sont importés. Les secteurs les plus touchés sont

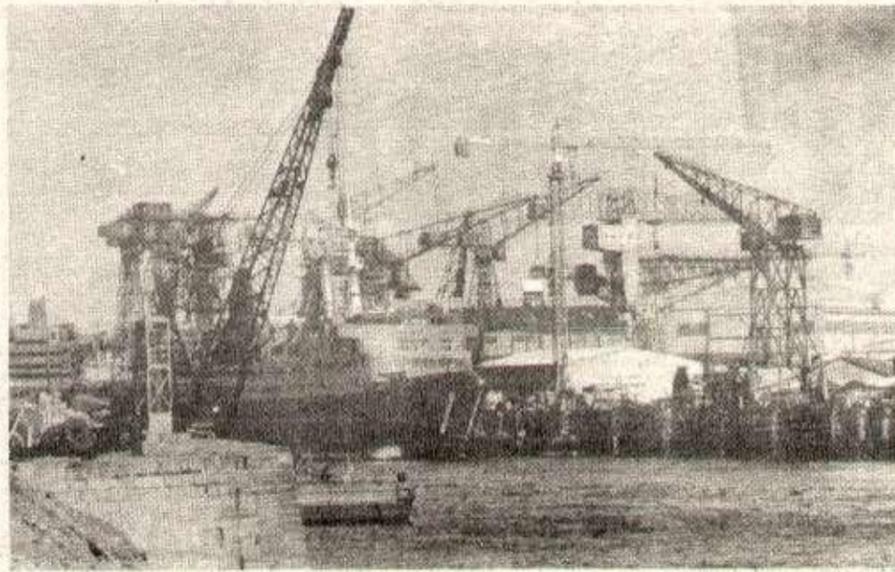
ter par le gouvernement. Si les secteurs les moins bien placés pour résister à la concurrence extérieure souhaitent voir s'installer des mesures protectionnistes

leur «serment anti-protectionniste». Cette position aussi prudente qu'hypocrite vise à contenir au maximum les contradictions inter-impérialistes qui ont pris une

notamment de l'acier et des chantiers navals. Mais cette marge est limitée, et le patronat en est bien conscient. Dans ce cadre, les économies impérialistes les plus faibles —c'est le cas de la France— sont les plus mal placées pour élever des barrières qui entraîneraient inévitablement de leurs partenaires des mesures de rétorsion. Mais les pays à économie forte (Japon, USA, RFA), ne souhaitent pas non plus se voir acculés à un tel choix, qui affaiblirait le camp tout entier des pays impérialistes en entraînant la liquidation des économies les plus faibles.

Aussi, le patronat français est-il actuellement à la recherche de «solutions» qui lui permettraient de louvoyer à la limite du protectionnisme, sans toutefois entraîner le déclenchement d'une guerre économique dans laquelle il sombrerait. Entre Barre qui déclare qu'il faut éliminer «l'anarchie de la concurrence» et la «lutte contre les importations sauvages», il s'agit de trouver des demi-mesures, une sorte de «modus-vivendi» permettant à l'impérialisme français de survivre à l'ombre de ses concurrents et alliés embarqués sur la même galère et condamnés, bon gré mal gré à se supporter. Dans tous les cas, il ne peut s'agir de véritable solution, laquelle réside dans une rupture totale avec l'impérialisme, mais de palliatifs condamnés à plus ou moins longue échéance.

S. VALLÉE



Saint-Nazaire : Seule la crainte d'une guerre économique qui affaiblirait l'ensemble du camp impérialiste a permis un accord franco-japonais pour limiter la crise de la construction navale.

le textile, la chaussure, l'électro-ménager, les machines-outils, l'imprimerie, l'ameublement... Les experts du CNPF attribuent à ce qu'ils appellent cette «concurrence déloyale» la disparition de 100 000 emplois en deux ans, chiffre qui pourrait de nouveau être atteint pour 77-78.

Or le CNPF lui-même n'est pas uni sur les mesures qu'il voudrait voir adop-

(taxations, contingentement), les autres en revanche craignent trop le retour de bâton qui ne manquera pas de s'ensuivre, et le déclenchement d'une véritable guerre économique que l'on frôle depuis des mois.

Ce n'est pas sans raison que les pays de l'OCDE ont renouvelé, lors de leur dernière conférence ministérielle, ce que l'on a appelé

acuité extrême au cours de la dernière période, mais elle ne peut masquer toutes les mesures prises en douce par différents Etats. Ce sont les USA invitant le Japon, par des pressions diverses (entre autres, les normes dites «de qualité», à se tourner plutôt vers le marché européen qu'américain, ce sont les pressions pour «l'autolimitation» qui ont abouti à limiter les exportations japonaises dans le domaine

## Giscard à Carpentras

# UN PÉTARD MOUILLÉ

Giscard sera vendredi à Carpentras ; on nous annonce qu'il va y prononcer un discours de portée nationale ; ne chuchote-t-on pas dans les milieux dits «généralement bien informés», qui partent de l'Élysée, que ce sera le discours le plus important de sa carrière.

Il paraît même que des consignes très précises ont été données aux «proches» afin qu'il n'y ait pas la moindre fuite ; tout est fait en haut lieu pour créer une ambiance d'attente anxieuse, celle qui précède les discours dits «historiques».

Sur quoi portera ce discours ?

On se perd en conjoncture, dans les sphères politiques, mais signe qui peut ne pas tromper, «La Lettre de la Nation», feuille plus qu'officielle du RPR, s'inquiète.

Ainsi dans le numéro daté du 4 juillet, on peut lire, après avoir ironisé sur

le choix de Carpentras, «déjà riche de ses berges, d'une exposition des œuvres de René Char, d'une synagogue du XIV<sup>e</sup> siècle et d'un arc romain, l'ancienne capitale du Comtat venaisien s'attend à être, le temps d'un discours, la capitale politique de la France».

Le RPR s'inquiète à la veille de ce discours et

feint de déplorer que Giscard ait cru utile de rappeler son attitude à l'occasion de son retour de Londres lors du vote du Parlement européen au suffrage universel. Le RPR s'attend en effet, à des révélations tenues secrètes jusqu'à présent sur le prédécesseur de Barre à Matignon...

«La Lettre de la Nation» conclue : «Ces deux piques inutiles en laissent craindre d'autres pour vendre di prochain».

Hormis, quelques révélations tant redoutées par le RPR parce qu'elles viseraient à discréditer Chirac, la sous-préfecture du

Vaucluse pourrait bien voir annoncer des décisions politiques qui relanceraient bien plus gravement la polémique majoritaire tout en embarrassant la gauche. Il s'agirait ni plus ni moins que d'annoncer un référendum national sur l'adoption de la proportionnelle. Cette mesure aura l'inconvénient pour Giscard si elle était effectivement adoptée d'apparaître comme une manœuvre électorale de la dernière chance. En effet, le mode de scrutin en vigueur aujourd'hui, à l'immense inconvénient pour Giscard de favoriser les formations majoritaires, de pousser à la conclusion des alliances, des cartels électoraux, et de majorer au plan parle-

mentaire les scores majoritaires. Au moment où les sondages donnent la gauche en tête aux prochaines législatives, ce système ne leur semble plus aussi bon qu'autrefois. Le RPR a de longue date fait savoir qu'il était opposé à une telle réforme, car elle lui nuirait à lui, principale formation, sur le plan électoral, de la majorité. A gauche, on serait bien embarrassé car l'adoption de la proportionnelle est inscrite dans le programme commun.

Quoiqu'il en soit, il serait bien étonnant que Giscard ne fasse pas le point sur les divisions de la majorité et qu'il ne manquera pas de rappeler que Barre en est «le chef naturel».

Giscard aurait décidé d'apparaître une fois par semaine à la télévision afin d'occuper le devant de la scène ; à vrai dire, ses interventions ont du mal à intéresser largement les travailleurs de notre pays tellement cette majorité apparaît comme inodore et sans saveur et ses querelles étrangères à leurs préoccupations. Cette nécessité, ressentie par le chef de l'Etat, de susciter autour de ses paroles un climat artificiel d'attente, révèle aussi qu'à 8 mois des élections, ce régime est bien au bout du rouleau.

François MARCHADIER

## LUTTES OUVRIÈRES

Crédit Lyonnais (Paris)

3 semaines de débrayage

UN PREMIER BILAN  
A FAIRE

Déclenchée il y a trois semaines pour obtenir le paiement d'une prime de 1500 F versée théoriquement en fonction des bénéfices (très importants cette année), où en est la lutte des employés du Crédit Lyonnais ? Ceux du centre informatique de Rillieux dans le Rhône, viennent d'obtenir la satisfaction d'une partie importante de leurs

revendications. Alors que le mouvement continue au centre de Limeil Brévannes (Val de Marne) toujours occupé par les grévistes, les employés du centre principal, rue de Grétry, se réunissent hier matin, à 10 heures en assemblée générale, au siège de la banque, boulevard des Italiens.

La convocation de cette assemblée avait pour but d'engager la discussion ainsi que d'organiser un vote éventuel sur la proposition de s'engager dans une grève de 24 heures reconductible. Une telle décision, (cela avait été souligné la veille), ne pouvait bien évidemment être prise que si un nombre important d'employés était en grève hier. Or, après trois semaines d'un mouvement suivi différemment selon les jours, et qui a vu se succéder débrayages et journées de grève entières, force a été de constater hier matin, que 300 employés seulement avait cessé le travail. Il était clair pour beaucoup, pour l'instant du moins, que le mouvement

est arrivé à un état de stagnation.

LA FORME DE LUTTE  
CHOISIE EST-ELLE  
EN CAUSE ?

C'était le point de vue de certains pour qui il aurait été nécessaire dès le départ d'engager une action dure avec occupation de certains points névralgiques. A l'appui de cette affirmation, bien sûr la victoire relativement rapide des employés du centre de Rillieux, due, sans conteste à leur décision de bloquer entièrement l'ordinateur central, empêchant de la sorte un nombre important d'opérations bancaires d'être effectuées dans

de multiples agences de la région (ouvertures, mises à jour des comptes, etc.).

Certes lundi, la décision d'appeler à une grève de 48 heures hier et avant hier peut être qualifiée de durcissement. Mais outre qu'un tel mot d'ordre semble insuffisant, l'essentiel semble bien qu'il vient tard. Pour certains grévistes, durcir le mouvement dès le début, même minoritaire, avait un avantage : créer une dynamique susceptible de rallier nombre d'employés et à défaut, de gêner considérablement la direction dans la mesure où la période actuelle, (mais certaines illusions à ce sujet aussi ont peut être été

insuffisamment combattues) est particulièrement favorable : c'est la période où existe un surcroît de travail (bilan des entreprises par exemple).

Dans ces conditions, la décision a été prise de consacrer les jours qui viennent à des discussions dans les services.

Un bilan doit rapidement approfondir les causes de cette stagnation qui devra d'ailleurs aller au delà de la question des formes de lutte. Une nouvelle journée de grève après ces deux jours de discussion est appelé pour jeudi.

R.F.

Pradel (Nice)

Pour 300 F d'augmentation

Les chauffeurs  
en grève illimitée

Depuis le 23 juin, tous les chauffeurs livreurs de Pradel, à Villeneuve Loubet (près de Nice) sont en grève pour obtenir une augmentation de 300 francs. Tirant la leçon d'il y a deux ans où ils étaient tous en grève et où le patron profitait de l'absence de piquets de grève pour faire livrer par une entreprise extérieure, les chauffeurs empêchent toute sortie et entrée de marchandises. Les travailleurs qui n'ont plus rien à faire à l'intérieur de l'usine, les aident à cela et viennent aussi participer aux piquets de nuit ou en fin de semaine. Des voisins viennent aussi les soutenir et discuter avec eux.

Tous savent que la direction doit et peut céder : les deux directeurs viennent

d'augmenter leur salaire. Le directeur principal gagne 2 millions par mois. Les chauffeurs pour certains ne gagnent que 1800 francs. La direction refuse de céder car une victoire pourrait étendre le mouvement à l'ensemble de l'usine facilement et en plus, comme elle se complait à le dire souvent, il y a le plan Barre ! Mais les travailleurs de Pradel sont vigilants et prêts à continuer leur mouvement jusqu'à la victoire. Les travailleurs de Giordan, d'Alessandro de la Calser (Cannes) de Komi, (usine voisine) ont obtenu satisfaction par la lutte. Pourquoi pas eux aussi ? Les travailleurs de Pradel lancent un appel aux autres établissements Cordier Pradel de Bordeaux, Lille et Toul afin qu'ils soutiennent leur lutte.

Communiqué  
Paysans-TravailleursOffensive  
contre les firmes  
intégratrices

A l'initiative du C.L.E.I. (Comité de Liaison des Eleveurs Intégrés) plus de 150 producteurs de veaux représentants les régions Nord, Ouest, Bretagne, Rhône-Alpes, Poitou, Charente, sont intervenus lundi 4 juillet au siège social de la Société Wessafic à Nantes (produits Nukamel) pour obtenir l'annulation des poursuites judiciaires en cours contre une quinzaine d'éleveurs en litige avec la maison.

Ces éleveurs sont venus demander à cette firme, comme ils l'ont déjà fait pour d'autres (U.F.A.C. BVD, Sanders, Mamelor, etc) la rémunération de leur travail.

Après avoir non sans mal entamé les négociations, la direction a refusé de prendre en compte l'affaire Métral.

Il s'agit de deux frères associés qui produisaient 500 veaux par bande et n'exploitaient par ailleurs que 6 hectares.

La Wessafic-Nukamel ne veut pas effacer plus de 63 millions soi-disant restant dus. En effet, la firme ayant fait utiliser aux frères Métral un produit particulièrement toxique à base de Loindane, une action en

justice avait été entamée et c'est parce qu'il a failli aller en prison «à cause d'eux» que le directeur de la Wessafic refuse que leur cas soit vu avec l'ensemble des dossiers en litige (soit plus de 50, totalisant d'après les chiffres actuellement en notre possession, plus de 900 millions...). Le CLEI n'entend pas dissocier ce dossier des autres, d'autant que les Métral ont été malades pendant quatre ans à cause du dit produit.

C'est pourquoi les éleveurs sont repartis bien décidés à poursuivre la lutte pour obtenir :

— l'arrêt des poursuites judiciaires  
— la rémunération du travail des éleveurs  
— ils refusent de partager les responsabilités qui reviennent à la seule Wessafic.

Tous les éleveurs concernés par les problèmes Wessafic ou d'autres problèmes d'intégration doivent s'adresser à :

— CLEI, 36 rue de la Croix Nivert 75015 Paris  
— Dominique Froget, le Domaine, 61420 Revigny  
— Joseph Bouvier, Chainaz-les-Frosses, 74150 St Félix

PCUK à Levallois

NON  
AU DEMANTELEMENT  
DES LABORATOIRES

La direction des produits chimiques Ugine-Kuhlmann (PCUK) a annoncé un projet de démantèlement du centre d'application (situé au 95 rue Danton, et au 3 rue Collange à Levallois) : projet de vente du bâtiment Collange, importants transferts d'activité. PCUK et la branche chimie du trust Pechiney Ugine-Kuhlmann (PUK), c'est plus de 100 000 salariés, dont 80 000 en France, plus de 20 milliards de francs de chiffre d'affaires, le monopole de l'aluminium en France, des positions importantes dans le domaine des aciers spéciaux.

du cuivre, des métaux rares, des produits chimiques et nucléaires. La logique de Pechiney Ugine-Kuhlmann : faire le profit maximum.

Ainsi, dans ce trust est réalisée la fusion entre le capital industriel et le capital bancaire (banque Lazare, Paribas, Rothschild, mais aussi la BNP, Crédit Foncier, etc.). PUK redouble ses investissements à l'étranger où il réalise déjà 45% de son chiffre d'affaires. Parallèlement en France, PUK liquide des secteurs jugés non rentables (fermetures d'ateliers, d'usines, de laboratoires).

Depuis plusieurs années, PUK opère une restructuration de ses activités. Ainsi dans la chimie, (région parisienne) après la fermeture de l'usine et du laboratoire de St Denis, l'usine d'Aubervilliers et les laboratoires de Levallois sont menacés. Dans les Hauts-de-Seine, et en particulier à Levallois, de nombreuses entreprises ont fermé leurs portes ou fortement réduit leur activité (Autoclem, Allinquant, Hermès, Sapelem, Peugeot, etc...)

Pour nous aujourd'hui, le projet annoncé par PUK entraînerait la suppression de 80 emplois à Levallois avec à terme le risque de liquidation de l'établissement (330 emplois). Non les travailleurs de PCUK-Levallois ne sont pas décidés à laisser un tel projet se réaliser.

Nous exigeons :

- de réelles possibilités de reclassement sur le site, pour éviter les mutations forcées et des licenciements ;



— le maintien du potentiel d'activité technique à Levallois par la création d'activités nouvelles qui rendraient au centre sa vocation de laboratoire d'étude et de recherche ;

— le maintien et l'adaptation de l'intégralité des locaux à Levallois.

C'est à ces conditions que pourra être véritablement garanti l'emploi sur le site.

Sections syndicales  
C.F.D.T. et C.G.T.  
du centre d'application de  
Levallois PCUK  
le 4 juillet 1977

LE QUOTIDIEN  
DU PEUPLE A BESOIN  
DE 10 MILLIONS  
AVANT LE 14 JUILLET

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## Condamnation du PDG de King-Musique

### Sa publicité n'était pas de haute fidélité

Olivier Devawrin, PDG de la société King Musique (20% du marché français de la hi-fi) vient d'être condamné par la cour d'appel de Paris à huit mois de prison avec sursis et à deux amendes : 20 000 F pour publicité mensongère et 130 000 F pour hausse illicite de prix. L'Union Fédérale des Consommateurs qui avait porté plainte reçoit 30 000 F de dommages et intérêts.

Il y a deux ans, King Musique lançait une vaste campagne de publicité : une publicité qui elle, n'était pas d'une haute fidélité ! Les prix les plus bas ? Seulement pour les appareils qu'aucun autre distributeur ne commercialisait. Des contrats avec des clauses-bidon. Et aussi la caution d'un certain

W.H. Holson «chercheur qui en 1935 aux USA, découvrit les principes du radiateur passif»; malheureusement Holson n'a jamais existé ! Quant aux prix... Une enceinte achetée 210 F était distribuée au prix de 2 395 F

King-Musique va être obligée de faire passer des rectificatifs sur page entière dans la presse spécialisée.

Ce jugement est une victoire des consommateurs, mais il faut rappeler que le tribunal de commerce a eu la main plus lourde pour condamner le journal *Que Choisir ?* (organe de l'UFC), à cause d'une erreur corrigée peu après : Arthur Martin avait obtenu 310 000 F de dommages et intérêts !

### Prix : Boulin donne carte blanche aux commerçants

Boulin, le sous ministre des Finances, chargé d'orchestrer la prétendue lutte contre la hausse des prix a reçu deux confédérations de commerçants, celle des bouchers et celle des fruits et légumes. Il leur a affirmé sa confiance dans leur modération pour limiter les hausses. Autant dire que les prix de ses denrées vont continuer leur hausse.

Pour l'Union nationale des fruitiers détaillants M. Rapine a avoué que «les prix devraient rester relativement élevés cet été pour les pêches», donc bien au-dessus de ce que prétend souhaiter le gouvernement, soit 4 francs le kilo. Rapine n'a fait aucune promesse pour les autres fruits non plus que pour les légumes.

Beauvionnet président national des bouchers a par contre fait une vague promesse sur le prix de la viande : «D'ici au mois de décembre, je ne pense pas qu'il y aura des hausses importantes sur la viande de bœuf». Autrement dit il y aura des hausses, depuis deux semaines la viande a augmenté d'environ 3%, il serait étonnant que les bouchers qui ont continué à augmenter le prix de la viande pendant qu'elle était bloquée cesse leurs augmentations alors qu'il n'y a plus de blocage.

### COMURHEX : A l'origine des accidents, les conditions de travail

Après la fuite de hexafluore d'uranium à la COMURHEX, la section syndicale CFDT a donné une conférence de presse confirmant que les conditions de travail et de sécurité sont à l'origine de cet accident comme de ceux qui se sont déjà produits dans cette filiale de Péchiney.

En particulier la course à la productivité entraîne un non respect des règles de sécurité. En 1974, la production à Pierrelatte était de 3 192 tonnes avec 490 employés, elle est en 1976 de 6 500 tonnes, soit plus du double avec seulement 548 employés, et il est prévu une production de 8 000 tonnes en 1977 avec le même effectif.

L'ouvrier à l'origine involontaire de l'accident était un intérimaire qui travaillait là depuis 3 jours seulement et qui n'a donc pu recevoir aucune formation en matière de sécurité.

La CFDT réclame donc une augmentation des effectifs pour que la sécurité puisse être garantie. Elle met en cause «le rythme donné au programme nucléaire» qu'elle estime «incompatible avec les normes de sécurité pour les travailleurs et la population».

## Surrégénérateurs

# AXE PARIS-BONN CONTRE WASHINGTON

Quelques semaines après la décision de Carter de suspendre aux USA le retraitement et l'utilisation du plutonium, la France et l'Allemagne viennent de signer un accord de coopération sur le développement de la filière des surrégénérateurs, dite à neutrons rapides qui a pour caractéristique d'utiliser comme combustible le plutonium. Cet accord apparaît comme un défi, aux injonctions du gouvernement US d'abandonner l'utilisation du plutonium. La France et l'Allemagne désireuses d'exploiter commercialement leur avance technologique dans ce domaine, se sont coalisées pour faire face à ces pressions. L'accord signé entre les deux pays confirme leur volonté de développer rapidement une technique dangereuse, encore mal maîtrisée dans l'espoir de conquérir des marchés et de concurrencer l'impérialisme US. Il reste que ce dernier dispose encore de moyens de pression appréciables pour enrayer l'expansion de la société commune franco-allemande.

L'accord signé mardi prévoit :

- Recherche et développement communs entre l'Interatom et GFK pour l'Allemagne et le CEA (Commissariat à l'énergie atomique) pour la France, dans le domaine des surrégénérateurs.

- La constitution d'une société franco-allemande à laquelle par la suite pourront participer les Pays-Bas, la Belgique et l'Italie, la SERENA (Société Européenne pour la promotion des systèmes de réacteurs rapides à sodium). Les

actionnaires de cette société seront pour la France qui détiendra 65 % du capital le CEA (60 % des 65 %) et Novatome, filiale commune du CEA et d'Empain-Schneider (40 % des 65 %). Du côté allemand, l'actionnaire sera la KVG, société formée entre Interatom (RFA), GFK (RFA) et des capitaux belges et hollandais.

### LA SERENA, SOCIÉTÉ FRANCO-ALLEMANDE

La SERENA, qui utilisera toutes les connaissances résultant des recherches communes franco-allemandes commercialisera les brevets des surrégénérateurs. Par la suite, la part française dans la SERENA pourra être réduite de 65 % à 51 %.

Il est également prévu qu'un accord puisse être signé, débouchant sur la

création d'une société commune entre Novatome et Siemens, principal actionnaire d'Interatom pour vendre des surrégénérateurs.

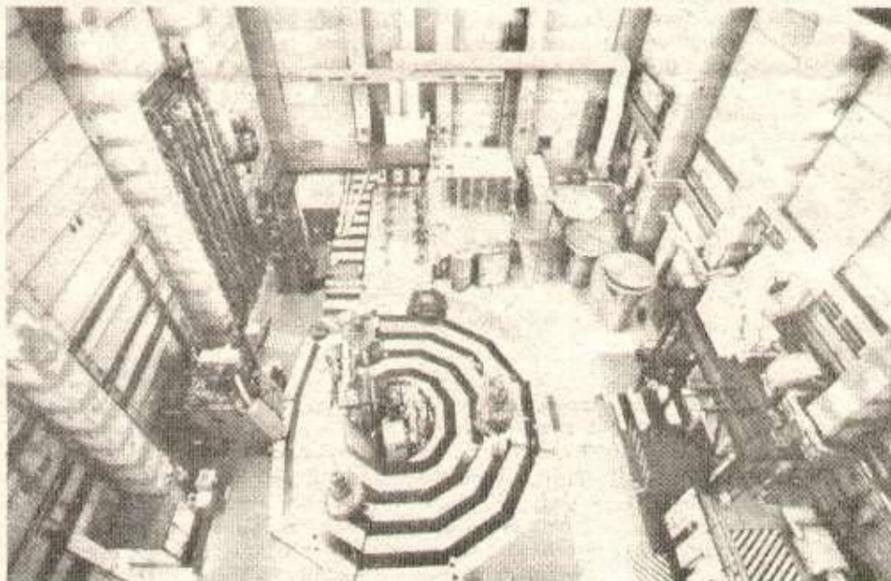
Ce que cet accord réalise donc c'est donc une coalition des intérêts franco-allemands pour faire face aux USA et pour conquérir le marché mondiale des surrégénérateurs. Il est clair que les trusts français et allemands qui s'engagent dans cette aventure sont, avec l'aval et le soutien des gouvernements des deux pays, décidés à aller le plus vite possible. Ce qui signifie que le projet de construction d'un surrégénérateur de 1 200 MW à Creys-Malville ne sera pas remis en question, ni même ralenti, malgré tous les aléas et les dangers qu'il comporte. Devant l'enjeu économique que représente la conquête du marché mondial, l'impasse est délibérément faite sur la sécurité.

### UN PARI HASARDEUX

Mais cette opération franco-allemande dans laquelle, l'impérialisme français semble avoir pour l'instant la première place, parviendra-t-elle réellement à concurrencer les USA et en particulier à conquérir les marchés non-européens ?

Pour faire marcher un surrégénérateur, et pour que ce soit rentable, il faut posséder plusieurs usines à uranium en fonctionnement produisant le plutonium nécessaire. Etant donné les quantités importantes de plutonium nécessaire, et les capacités de retraitement existant actuellement, le marché des surrégénérateurs ne sera vraiment ouvert sur le plan mondial que dans une vingtaine d'années. L'accord franco-allemand repose donc sur un pari, le pari que la filière des surrégénérateurs sera dans vingt ans réellement rentable et compétitive. Ceci n'est pas évident, d'autres techniques de production de l'énergie auront été mises au point, et notamment il est possible que le coût de l'énergie solaire ait été si considérablement abaissé, que la filière à neutrons rapides eu égard à tous ses inconvénients ne soit plus compétitive.

Impasse sur la sécurité, pari hasardeux sur sa rentabilité, l'accord franco-allemand sur les surrégénérateurs est l'illustration de cette volonté des pays impérialistes d'utiliser, face à l'aiguinement de leurs contradictions, toutes les cartes, y compris les moins sûres pour s'arracher les marchés.



Le surrégénérateur Phénix à Marcoule

### Une tonne de haschich saisie à Saint Maxime

### La diversification chez Opel

«Il y avait du haschich partout» raconte le garde-champêtre du Plan-de-La-Tour qui a guidé les enquêteurs dans la villa «Les Marcells» où ont été saisis 1 100 kgs de haschich, de quoi confectionner 15 millions de cigarettes. Les trafiquants appréhendés n'ont rien de commun avec ces «fourmis» mis en cause par le ministère de l'Intérieur, petits consommateurs qui font du trafic pour se fournir en drogue. Il s'agit en l'occurrence d'industriels du cannabis, 7 jeunes gens, fils ou filles de magnats. Parmi eux, on trouve Marie-Christine Von Opel fille du propriétaire de la firme automobile du même nom qui louait les villas dans lesquelles le haschich était entreposé. On savait que l'heure était à la diversification dans l'automobile pour faire face

aux aléas, du marché, mais on ignorait que Opel investissait dans le trafic de cannabis.

La haschich amené par yacht provenait du Liban, la vente du stock saisi aurait procuré dans les 3 milliards de centimes si les policiers

n'avaient reçu le feu vert pour perquisitionner chez Marie-Christine Von Opel. L'enquête se poursuit sur la filière découverte, il est peu probable qu'on sache exactement d'où provenaient les fonds investis dans ce trafic et où repartaient les bénéfices qu'ils procuraient.

**LE QUOTIDIEN DU PEUPLE A BESOIN DE 10 MILLIONS AVANT LE 14 JUILLET**

## Allemagne-Angleterre

## LES OUVRIERS CONTRE LE CONTRAT SOCIAL

L'Angleterre et l'Allemagne sont les deux modèles du «pacte social», du «consensus social» dont Mitterrand et son parti se réclament. Ce sont leurs collègues sociaux-démocrates allemands et travaillistes anglais qui l'imposent à la classe ouvrière.

En Angleterre, pendant deux années consécutives, le pacte social a signifié que les syndicats acceptaient une baisse de pouvoir d'achat des travailleurs d'au moins 15 % : les salaires ne devaient pas augmenter de plus de 4 % pour la première année et 6,5 % la deuxième ; dans le même temps, les prix augmentaient officiellement de plus de 20 % la première année et de plus de 16 % la seconde.

En Allemagne, le syndicat, lui-même à la tête du

plus grand groupe industriel d'Allemagne, participe directement à la réorganisation de l'industrie allemande fondée sur le maintien, sur une longue période, d'un très haut taux de chômage.

En Angleterre le syndicat des mineurs a, non seulement refusé le pacte social, mais exige aujourd'hui le doublement des salaires.

En Allemagne, les imprimeurs de Brême viennent d'achever leur plus longue grève visant directement la restructuration et les diminutions de salaires.

Les mineurs anglais et les imprimeurs allemands viennent mettre à nu la véritable fonction du pacte social en le combattant à l'aide des mots d'ordre de la classe ouvrière. Ils nous disent aussi : «*Voilà ce que les gens comme Mitterrand et Rocard réservent contre la classe ouvrière.*»

G.C.

## Allemagne

## LA GREVE DANS LE LIVRE A BRÊME

A Brême, la plus longue grève de l'histoire de la presse ouest-allemande a pris fin. Pendant plus de trois semaines, les ouvriers employés et journalistes des deux journaux locaux *Weser-Kurier* et *Bremer Nachrichten* ont mené la lutte contre une diminution de salaire qu'es-sayaient de leur imposer Rudolf Meyer, propriétaire de deux journaux.

Pourquoi ce conflit ? Les négociations tarifaires pour les travailleurs du Livre allemand ayant abouti à

pendant une durée remarquable, il faut en chercher les raisons dans le fait que, dans cette lutte, les grévistes n'ont compté que sur leurs propres forces. La législation allemande interdisant toute grève hors du cadre des négociations salariales, les syndicats sont liés à leur «obligation de garantir la paix du travail» et n'ont donc pas soutenu cette grève. Les travailleurs brémois ont en plus refusé toute tentative de la direction syndicale de s'immiscer dans le conflit

entreprises ont envoyé des messages de solidarité, ils ont pris contact entre eux pour donner forme à cette solidarité, les directions syndicales se montrant pour le moins silencieuses à ce sujet. Pendant les trois semaines de grève, environ 75 000 marks ont été reçus.

Cette solidarité massive montre que les travailleurs des autres entreprises ont reconnu l'importance de

cette grève. «*Si nos collègues brémois gagnent cette grève, on obtiendra plus facilement l'unité nécessaire pour lutter contre la restructuration en cours*» dit l'un d'eux. C'est ainsi que la grève des ouvriers et employés du *Weser-Kurier* et des *Bremer Nachrichten* aura été un encouragement important pour tous les travailleurs pour lutter contre l'arbitraire patronal.

Anne Rheine

## Angleterre

## LE SYNDICAT DES MINEURS DEMANDE LE DOUBLEMENT DES SALAIRES

Au cours de la convention annuelle de l'Union Nationale des Mineurs, le puissant syndicat de la mine a voté une motion qui revient à exiger le doublement des salaires.

Les mineurs de fond reçoivent actuellement un salaire de 71 livres par semaine (650 F par semaine). La motion adoptée par 143 mandats contre 123 prévoit que le syndicat doit réunir tous les moyens pour que ce salaire soit rapidement de 135 livres par semaine, des augmentations de même importance sont demandées pour les travailleurs de surface et tous ceux qui travaillent à la production sur le carreau de la mine.

Non seulement les délégués ont, à l'unanimité, rejeté toute prolongation du contrat social pour une troisième année, mais en outre, ils ont demandé que leur contrat soit révisé

non pas au mois de mars comme il est prévu normalement dans les mines, mais dès le mois de novembre.

Ces décisions du syndicat des mineurs ont été attaquées par la direction des TUC qui ont déclaré qu'une explosion sur les salaires était à craindre si les syndicats demandaient la révision de leurs contrats avant la date prévue. Le premier ministre a déclaré qu'il serait très imprudent de commenter les décisions prises par les mineurs.

Si les mineurs, qui sont un des plus puissants syndicats ouvriers, achèvent leur congrès sur ces exigences, on s'attend à ce que les travailleurs des transports exigent eux aussi des augmentations substantielles de salaire. Ils ont déjà refusé tout renouvellement du contrat social.

Fin du sommet de l'OUA  
Soutien aux mouvements  
d'Afrique australe  
Sommet sur le Sahara  
prévu à l'automne

Le sommet de l'OUA à Libreville a élu le président gabonais, Bongo, au rang de président de l'organisation. Le prochain sommet se tiendra à Khartoum et élira le chef de l'Etat soudanais comme président...

Déroulé pour l'essentiel à huit clos, le sommet de Libreville n'a pu esquiver les graves conflits qui couvent en Afrique. Bien que le peuple sahraoui ait été rejeté de la conférence par Bongo, celle-ci a dû s'engager à tenir à l'automne un sommet sur la question du Sahara. L'an dernier, cependant, semblable promesse avait été faite, mais sans réalisation.

Par ailleurs, des comités d'arbitrages inter-africains ont été créés : le Sénégal, l'Algérie, le Cameroun, le Nigéria, le Gabon et le Mozambique examineront les litiges opposant la Lybie au Tchad. Un autre comité de neuf membres doit examiner tous les problèmes opposant les pays de la corne de l'Afrique. Les oppositions entre Soudan, Ethiopie et Somalie ont été très vives au cours du sommet.

Mais le ciment de l'unité a été la lutte commune contre les régimes d'Afrique australe. Le Front Patriotique a été reconnu comme le seul mouvement de libération du Zimbabwe et il lui a été promis «l'entier appui militaire, politique et diplomatique de l'OUA».

Moscou :  
l'ambassadeur US  
chez Brejnev

Après avoir été censuré par la télévision soviétique, l'ambassadeur américain, Toon, a été invité pour la première fois depuis sa prise de fonction, il y a six mois, à rencontrer Brejnev. Celui-ci aurait confié une lettre pour Carter dont le contenu serait en fait un refus de toute rencontre au sommet avant qu'un accord sur les SALT soit obtenu, ce qui est l'inverse de la proposition de Carter formulée lors de sa dernière conférence de presse : parvenir à un accord sur les SALT par une rencontre au sommet.

Au cours de la rencontre, les désaccords ont été ouverts si l'on en juge par la déclaration de Tass qui se dispense même de qualifier le climat de l'entretien. Selon Tass, Brejnev a vivement pris à partie la politique américaine en déclarant qu'*il avait relevé un certain nombre d'aspects de la politique américaine qui ne correspondent pas à l'objectif d'un développement constructif des relations dans l'intérêt des peuples des deux pays et aux intérêts d'une paix plus forte.*

Belgrade :  
propositions soviétiques

Les discussions de Belgrade tournent actuellement sur l'organisation de la conférence du mois d'octobre. Les Soviétiques ont proposé que la conférence se déroule en assemblée plénière avec, si besoin est, certains groupes de travail. Le contenu en serait strictement limité à l'examen des questions déjà traitées et sur lesquelles un accord se sera fait entre les experts. Selon les occidentaux, cette proposition revient purement et simplement à rejeter la question des droits de l'homme de la conférence. Cela aggrave de plus le blocage qui existe depuis le début sur l'ordre du jour des travaux de la conférence en cours.

Roumanie :  
approbation  
de l'eurorévisionnisme

Le journal du PC roumain *Scinteia* a publié un article mardi dans lequel il affirme que les PC Ouest européens remportent des succès indiscutables parce qu'ils prennent en compte les particularités spécifiques et les intérêts vitaux de leurs propres pays. Bien que ne mentionnant pas la violente campagne déclenchée par les Russes contre le PC espagnol, Scinteia souligne que les PC ont un droit fondamental et le devoir de déterminer les politiques librement et sans critique extérieure.



La manifestation contre le lock-out

une augmentation de 6,6 %, Meyer décide d'inclure dans ces 6,6 % des primes extraterritoriales que les travailleurs avaient obtenues antérieurement. La riposte est immédiate : le 2 juin, les travailleurs se mettent en grève et revendiquent leurs 6,6 %, et que soient garanties par contrat les primes extraterritoriales ; en outre, ils réclament 30 marks de plus pour tous car, comme l'explique un membre du comité d'entreprise : «*la cause des continuel licenciements, ceux qui restent doivent tourner de plus en plus.*» Meyer répond par le lock-out. Malgré une édition imprimée sous protection massive de la police, et qui doit monter la population contre les grévistes, les travailleurs du *Weiser-Kurier* et des *Bremer Nachrichten* ne cèdent pas. Le 6 juin, Meyer lève le lock-out, la grève continue. Si la grève a été menée de façon très unitaire

et de négocier dans leur dos.

L'exemplarité de cette grève se montre aussi dans la manière avec laquelle les travailleurs l'ont organisée et popularisée. A part les assemblées générales quotidiennes, ils se réunissent pour discuter en petits groupes, aussi bien des questions touchant la grève que de leurs problèmes personnels et financiers, et pour décider de la répartition de l'argent provenant des dons de solidarité. Un délégué syndical constate : «*Notre devise c'est : tout tous ensemble, rien seul. Tous les problèmes qui occupent les travailleurs doivent être discutés en commun. Cette devise a fait ses preuves.*»

La solidarité manifestée par la population et les travailleurs brémois a été impressionnante. Les travailleurs de nombreuses

# «Pas de libération des femmes sans socialisme, pas de socialisme sans libération des femmes»

## LE MOUVEMENT DES FEMMES ET L'«UNION DE LA GAUCHE»

Enquête de Jean-Paul GAY

«Le ton y était. Agressif ? Non. Ferme... Si pour la CGT, la réunion d'une telle instance nationale n'est pas une nouveauté, jamais un tel vent d'affranchissement n'y avait encore soufflé».

C'est dans ces termes qu'Antoinette, le magazine féminin de la CGT, évoque la 6ème Conférence Nationale CGT des femmes salariées, qui s'est tenue les 12 et 13 mai derniers à Nanterre. Les principaux dirigeants de la confédération, dont Séguy, étaient présents. «Le ton ferme» dont parle Antoinette, c'est le ton des interventions de dizaines de déléguées, approuvées par la salle, et critiquant la non-prise en considération par le syndicat de l'oppression spécifique et des revendications des femmes travailleuses. Le vent qui soufflait était un vent de contestation des positions traditionnelles de la CGT. Un vent d'autant plus

préoccupant pour la direction qu'il émanait de femmes généralement déléguées de CE ou déléguées du personnel, reflétant des points de vue s'affirmant dans leurs entreprises.

L'existence du mouvement autonome des femmes était en bonne place dans les discussions entre les déléguées. A tel point que, pour la première fois, le mensuel CGT l'évoque et le fait en ces termes : «Débat. Que penser du phénomène «groupes-femmes» ? Pourquoi des travailleuses éprouvent-elles le besoin de s'organiser en dehors du syndicat pour discuter de leurs problèmes ? Des travailleuses par ailleurs d'accord avec la CGT. Des cégétistes même. N'est-ce pas parce qu'elles n'arrivent pas à se faire bien entendre dans l'organisation syndicale ? Parce que les commissions féminines ne sont pas toujours à la hauteur.

Que certains problèmes spécifiques des femmes y sont parfois esquivés... «Cessons d'être pot-au-feu, a dit un camarade. Alors, les groupes-femmes ce sera nous !»

Antoinette en reste là, en ne publiant que des photos d'une rencontre qui peut gêner les dirigeants de la CGT, même si elle était convoquée dans un souci de récupération, souci que reflètent les transformations apportées au magazine de la CGT lui-même.

Celui-ci qui, il y a peu encore, voyait la moitié de sa surface consacrée à des conseils aux lectrices pour faire reluire le logis ou ne plus avoir «des seins de petit garçon» et à des feuilletons du genre *Nous deux*, accorde aujourd'hui une place plus large à des dossiers où l'on s'aventure à mettre partiellement en cause le rôle traditionnel des femmes.

«Dans le programme commun, c'est vraiment mis en toutes lettres ; ils veulent l'aménagement de la double journée de travail des femmes... Le PC dans son programme, est loin de remettre en cause notre rôle traditionnel». Ces remarques formulées par le groupe du Crédit Lyonnais, au cours de la table ronde avec le Quotidien, traduisent un point de vue assez répandu dans le mouvement des femmes. Point de vue partagé par des femmes du PC et du PS ; certaines attirées par les positions des groupes femmes étaient d'ailleurs présentes à la rencontre internationale de Vincennes.

d'autant plus hypocrite, qu'elle crée elle-même les conditions matérielles (horaires, durée de transports...) de la désintégration de la famille. Loin de prendre en compte cette situation que seule la révolution socialiste peut transformer, loin de remettre en cause le maintien dans la seule sphère «privée» de la prise en charge des enfants, et des tâches domestiques, le «programme commun» envisage tout au plus un «droit au travail» pour les femmes, comme si l'insertion des femmes dans la production, base indispensable de la libération des femmes, suffisait en elle-même à cette libération.

femmes à la lutte du peuple vietnamien, dans les limites du tricotage de la layette et des collectes des boîtes de lait concentré. L'image de la Vietnamiennne, tenant avec l'enfant, le livre et le fusil, n'avait pu malgré tout, rester cachée.

### LE «DROIT A LA PAROLE»

La position réactionnaire des partis de gauche vis-à-vis des femmes s'inscrit dans leur fonctionnement même. Il n'est pas étonnant qu'un des problèmes les plus mis en avant par les groupes soit la difficulté rencontrée par les femmes travailleuses, pour faire entendre et prendre en compte leur point de vue par les instances des syndicats ou des partis de gauche, au cours des luttes, et quotidiennement.

Evoquant la participation des femmes à la vie politique dans le cadre du «programme commun», Madeleine Vincent, du bureau politique du PCF, déclarait : «Il est difficile pour les femmes de donner beaucoup de temps, mais dans la mesure où la participation sera organisée, à partir de droits nouveaux à l'entreprise et où, localement, l'avis des grandes organisations syndicales, féminines et familiales sera sollicité, leur voix se fera entendre tout naturellement». Ce «tout naturellement», nombre de femmes n'y croient plus.

### «RÉACTUALISATION»

Les exigences affirmées ces dernières années, par les femmes du peuple, à travers les luttes dans les entreprises, ou dans le cadre du mouvement autonome, ont fait pression sur la gauche. Aussi, le PCF vu la nécessité de «réactualiser» son

### LE «PROGRAMME COMMUN» ET LA DOUBLE JOURNÉE DE TRAVAIL

En effet, le «programme commun» ne remet nullement en cause la double journée à laquelle sont astreintes les femmes qui travaillent, mais propose des mesures «afin de permettre aux millions de femmes qui accomplissent un double rôle social en exerçant un travail professionnel et en élevant leurs enfants, de concilier ces deux activités dans les meilleures conditions.» Pour les auteurs du «programme commun», les femmes, qu'elles travaillent ou non, paraissent donc condamnées par nature, à la responsabilité exclusive des enfants et de la famille, avec le surcroît de tâches qui en découle ; les mesures envisagées telles que la construction de 1 000 crèches devraient servir de «compensation» à cette situation.

La classe capitaliste qui refuse de socialiser les tâches domestiques se décharge de ces tâches sur la famille et, essentiellement, au sein de celle-ci, sur la femme. Et cette classe qui nous domine entend aussi tirer parti des liens affectifs qui peuvent unir une famille de travailleurs, pour faire de celle-ci un îlot, un «refuge» par rapport à la dureté de l'exploitation et à la lutte de classes, un refuge dans lequel on inculque à la femme, sous couvert de «sa mission», une idéologie réactionnaire. La bourgeoisie, dans ses discours, est



La 6<sup>e</sup> conférence nationale CGT des femmes salariées : «Un vent d'affranchissement...»

### «L'ÉTERNEL FÉMININ»

Cette position est à la base d'une défense de longue date de «l'éternel féminin» par la gauche, et notamment par le PCF. Assurément, ce parti a beaucoup fait pour entretenir l'idéologie réactionnaire inculquée aux hommes et aux femmes, pour justifier la fonction de celles-ci dans la société capitaliste. Rappelons les tirades déjà anciennes de Jeannette Vermeersch sur «l'instinct maternel», l'assimilation jusqu'à une date encore récente, de la contraception et de l'avortement, à des «vices de riches». Rappelons aussi la tentative de faire des femmes une masse de manœuvres dans la défense révisionniste d'un pacifisme bélant face aux guerres de libération du Tiers Monde. On se souvient comment, durant la guerre du Vietnam, le PCF essayait, par le biais de «l'Union des Femmes Françaises» (U.F.F.), de maintenir le soutien des

programme. Son projet de «loi-cadre» de mai 77 en est l'illustration. Affirmant «rechercher les moyens de décharger les familles du plus grand nombre possible de tâches ménagères» et envisageant une amélioration juridique de la position des femmes au sein de la famille, le PCF envisage par ailleurs des dispositions telles que «le congé sans solde de deux ans possible» pour les femmes qui viennent d'accoucher, ou «l'extension des droits de la femme au foyer». Ces dispositions ne sont guère en contradiction avec les souhaits de la bourgeoisie en période de crise et de suppression d'emplois. On n'est pas tellement étonné que la menace du «retour au foyer» soit peu combattue par le «programme commun» lorsqu'on connaît ses projets en matière d'emploi : il n'envisage nullement une résorption massive du nombre des chômeurs qui, rappelons-le, pour plus de la moitié sont des femmes.

une transformation révolutionnaire de la société, subsiste dans le mouvement des femmes, quoiqu'en recul avec le renforcement du courant «luttes de classes» : les organisations du «programme commun» en portent une bonne part de responsabilité.

### AGRESSEURS !



Coups, insultes du «service d'ordre» de la CGT contre les femmes : c'était le 1<sup>er</sup> mai 1976.

Il y a un an, le 1<sup>er</sup> mai à Paris, le cortège des groupes-femmes, rassemblé derrière la banderole : «Femmes opprimées, femmes exploitées, prenons nos luttes en mains», était violemment agressé par le service d'ordre de la CGT.

Dans une lettre ouverte à la CGT, la Coordination des groupes femmes d'entreprises, de quartiers, lycées et facultés de la Région Parisienne écrivait :

«Quelle démonstration cherchait à faire le «service d'ordre» de la CGT ? Que la lutte des femmes est étrangère à celle de la classe ouvrière ? C'est pourtant le contraire qu'ont démontré l'impact et l'ampleur du mouvement des femmes, auquel participaient de nombreuses militantes CGT et CFDT. (...)

De telles pratiques mettent en évidence la nécessité pour les travailleuses, non seulement de prendre leur part du combat commun, mais aussi de s'organiser dans un mouvement autonome dont la lutte remet en cause la place des femmes dans cette société et les rapports d'oppression hommes-femmes.

Cette lutte, entamée dès aujourd'hui, est une garantie essentielle pour que le socialisme débouche sur une transformation profonde des rapports sociaux et que les femmes n'y soient plus force d'appoint mais sujets actifs de l'histoire.

La coordination terminait sa lettre par cette question : «Devons-nous voir dans ces brutalités «viriles» une volonté délibérée de nous empêcher d'apparaître, au mépris des accords passés, ou l'initiative d'éléments incontrôlés ? Dans ce dernier cas, nous attendons un désaveu.»

La tactique de la gauche vis à vis du mouvement des femmes s'est modifiée, l'heure est aux promesses.

Mais le désaveu n'est toujours pas venu. Au cours du dernier week-end de juin, c'est le service d'ordre du PCF qui est intervenu contre des femmes de la coordination des groupes de Marseille. Elles distribuaient un tract à proximité de la fête de *La Marseillaise*, quotidien régional du PCF. Les militantes ont été violemment bousculées par le service d'ordre qui hurlait : «Amenez vos mecs, on pourra discuter»

# Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»  
copyright Édition Denoël **52<sup>e</sup> épisode**

— Monsieur, lui cria-t-il, s'il vous plaît, vous avez l'heure? L'autre pinça les lèvres et s'éloigna sans répondre.

Le lendemain, Gilles vint nous annoncer les nouvelles décisions. M'était ajouté le contrôle des phares à l'avant et des feux de position à l'arrière. Le Magyar les visserait, Arezki poserait sur le tableau de bord les tirettes du chauffage.

— C'est trop, dit Gilles. Je le leur ai fait observer. Mais je suis le seul à le dire. Vous aurez bientôt des camarades. A partir du quinze, quatre femmes feront le contrôle. Une là, les autres plus bas. Votre frère monte à la peinture.

— Lucien? Pourquoi?

— Chef, dit Mustapha qui arrivait, et moi, qu'est-ce que j'ai à faire de plus?

— Toi, rien, dit Gilles en riant. Mais fais bien ce que tu fais.

Arezki boudait. Il accrocha Gilles et longuement ils discutèrent. Les voitures passaient. Je notai «manque rétro».

— Tant pis, dit Arezki en reprenant sa place, ma prime est perdue.

Le quatorzième jour, ce fut la paye. Bernier nous apporta les enveloppes. Chacun arrêta le travail pendant quelques secondes pour en vérifier le montant. Certains allaient protester auprès de Bernier. Il les renvoyait vers le chef d'atelier.

Pourquoi n'ai-je pas abandonné à ce moment-là? Pris mon compte, comme on dit? Je n'osais pas réclamer à Lucien l'argent qu'il me devait. Or, une fois retiré le prix de mon voyage, il me serait resté de quoi me nourrir quelques jours. J'avais parlé, dans mes lettres à la grand-mère, d'économies, d'argent gagné, de radio que j'achèterais... Bon, je ferais encore une quinzaine. D'ici là, Lucien me donnerait peut-être quelque chose. J'économiserais...

Je réfléchissais en attendant le bus. La paye que j'avais fourrée au fond de mon sac me décevait. Tant de gestes, si peu d'argent. Je m'écartai de la cohue et marchai sur le boulevard en direction de la place d'Italie. Un taxi déposa une femme. J'arrivai à sa hauteur et lui fis signe de m'attendre.

Merveille, merveille. Affalée sur la banquette, je m'offris la féerie nocturne. J'en eus plein les yeux; les gerbes lumineuses du pont National, les cheminées d'usine transfigurées par les lueurs de l'horizon, Paris sur la touche de sa banlieue, les fonderies incendiées et les citernes géantes crevant le ciel de nuit, bas, velouté, comme suspendu à hauteur des réverbères. Et tout cela, je le goûtai assise, vautre, souhaitant dix mille embarras pour que dure la fête.

Le soir, je me déshabillai, me lavai entièrement, cheveux compris, enfilai ma chemise de nuit, un gilet de laine, et m'installai sur le lit. Je ressentis un bien-être total. Je fis des comptes sévères. Ça pour manger, ça pour la chambre, et je cachai cinq mille francs qui seraient les premières économies.

Souvent le matin, saisie par le bruit, reprise par la fatigue, j'avais de violents maux de tête. J'achetai de l'aspirine et je pris l'habitude, vers neuf heures, quand la nuque devenait lourde, d'avaler un cachet. J'achetai aussi un petit flacon de lavande que je respirais de temps en temps. J'avais mis le tout dans un petit carton sur lequel j'avais écrit: E. Letellier, et que j'avais placé à l'écart, dans une encoignure.

(à suivre)

## Programme télé

### JEUDI 7 JUILLET

#### TF 1

19 h 05 - Graine d'ortie. *Feuilleton*  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Tour de France  
20 h 00 - TF 1 actualités  
20 h 30 - Les années d'illusion (3) *Dramatique*  
21 h 30 - 60 minutes pour convaincre. *Michel de Saint Pierre: pour le retour à la tradition dans l'église*  
22 h 30 - TF 1 actualités

#### A 2

18 h 35 - Vacances avec Mathilda. *Le chaperon rouge*  
*Dessin animé*  
18 h 45 - Flash information  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales

19 h 40 - Emission réservée aux formations politiques  
*La majorité: le parti républicain*  
20 h 00 - Le journal de l'A 2  
20 h 30 - Monsieur Klebs et Rozalie. *Comédie*  
22 h 15 - Les jours de notre vie. *Le bout du chemin, magazine médical*  
23 h 15 - Les nouvelles

#### FR 3

18 h 45 - Le monde coloré des images d'Épinal  
19 h 05 - Terroir 22  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre. *Association Nationale de sauvegarde des adolescents*  
19 h 55 - FR 3 actualités  
20 h 00 - Les jeux de 20 heures  
20 h 30 - Les volets clos. *Film français (comédie de mœurs) de Jean-Claude Brialy (1972)*  
21 h 55 - Un journal, un événement

je souscris pour  
les 10 millions  
dès aujourd'hui  
... F

PAR CCP - CHÈQUE BANCAIRE - VIREMENT -  
MANDAT:  
QUOTIDIEN DU PEUPLE. CRÉDIT LYONNAIS  
AGENCE ZU 470 Compte 7713J

ABONNEZ-VOUS  
AU  
QUOTIDIEN DU PEUPLE

Nom.....  
Prénom.....  
Adresse.....

Abonnement normal : 300 F  
Abonnement de soutien : 500 F  
Abonnement de soutien : ... F

Mode de versement :  
en une fois .....  
en trois fois (échelonné sur trois mois).....

# manifeste

## pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE  
Marxiste-Léniniste

Manifeste pour le Socialisme 8 F + 2 F de port

le n° 4.5.6 est paru

N° 4.5.6 **LUTTE** 10 F  
**SANTÉ SÉCURITÉ**



Travaux des premières Assises Nationales  
contre la Pollution Industrielle et les  
Maladies Professionnelles. Juin 1977

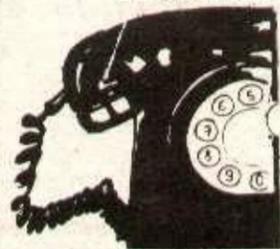
Lutte Santé Sécurité, revue du Comité de Liaison et  
d'Information sur la Santé et les Conditions de Travail  
(CLISACT) vient de paraître.

Au sommaire, les travaux des Assises contre la  
pollution industrielle et les maladies professionnelles.

Toutes les commandes et les règlements (chèques à  
l'ordre du CLISACT) sont à envoyer directement au  
CLISACT:

Le numéro spécial 10 F (+ 2 F de port)  
CLISACT - 56 RUE DES GUIPONS  
94 800 VILLEJUIF

TÉLÉPHONEZ  
AU  
QUOTIDIEN



636.73.76.

DE 13 H A 18 H 30

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N° 7713 J  
Directeur de Publication: Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire: 56 942



## Club Méditerranée

# LE MARCHAND DE RÊVES

«PARLER, ÉCOUTER, JOUER», un fond de paysage exotique, une invitation au voyage pour fuir l'enfer des villes : c'était la campagne publicitaire de printemps du Club Méditerranée. Le dépaysement garanti à la portée de toutes les bourses ?

Mais, levé le voile léger de rêve dont sait s'entourer le club, qu'y a-t-il donc ?

### DE LA TOILE DE TENTE AU VILLAGE

Le Club Méditerranée est le plus important des «organisateur de voyage» français. Il se pique d'être différent des autres, d'en offrir plus au «GM» le Gentil Membre» (comprenez le touriste). C'est à dire qu'au lieu de se contenter d'expédier les candidats au voyage dans les hôtels pension comprise et de les y laisser se débrouiller ensuite jusqu'au retour en avion, le Club propose la formule «village». Village de toiles à l'origine, car il constituait alors une extension de la fabrique de tentes de camping Trigano. Puis, les capitaux de Rothschild, aidant, les tentes sont devenues des villages en dur regroupant un certain nombre d'activités notamment sportives comme la plongée sous marine, le tennis, le golf, l'équitation.

L'ensemble des activités est compris dans le forfait et au bar du village l'argent est remplacé par des jetons...

La formule club a connu, à n'en pas douter, un certain succès dans les classes moyennes, les professions libérales et chez les cadres. Mais malgré les prétentions de Trigano, la participation ouvrière reste très faible. Elle est de 7% en moyenne chez les «tours operators», un élément qui doit décaler place de la Bourse, le siège du club où on se prend à rêver à une disparition progressive de la classe ouvrière et à l'avènement d'une civilisation de loisirs...

### LES TROIS S : SABLE-SEXE-SOLEIL

Une nourriture abondante et variée, un choix d'activités sportives assez large, un décor invitant au dépaysement, une vie nocturne animée autant d'arguments mis en avant par le Club pour séduire sa clientèle petite bourgeoise qui cherche à vivre pendant l'été à un niveau de vie supérieur, en économisant toute l'année pour le voyage. Il faut dire que les prix ne sont pas donnés : une semaine (haute saison c'est-à-dire juillet-août) à Puerto Maria coûte 990 F pour un adulte plus 940 F pour le transport !

Un séjour à Skanes (Tunisie) coûtera 1180 F pour une semaine plus 1 000 F d'avion ! Gilbert Trigano a coutume de dénoncer «la stupidité de la propriété privée» appliquée aux biens de vacances. Il faut dire que la résidence secondaire est son plus dangereux concurrent. Le «collectivisme» qui prévaut dans les villages réside avant tout dans la satisfaction commune d'égoïsmes individuels. Les journalistes américains qui se plaisent fort au Club retrouvent trois «constantes», «les trois S» : «sable, sexe, soleil». Les gentils Organisateurs qui ne restent pas plus de six mois dans le même village sont censés éviter que personne ne se sente frustré et ne «reste dans son coin». Une série de ficelles et de techniques d'animation à l'américaine qui font dire un peu vite au PDG du Club qu'il a «inven-

té un nouveau mode de vie»...

### PILLAGE SANS FRONTIÈRES

Le Club Méditerranée est une multinationale des vacances. Tant par la répartition de son capital que par son implantation géographique : 87 villages concentrés autour de deux mers, la Méditerranée et la Mer des Caraïbes. Le temps où la majorité du chiffre d'affaires était réalisée grâce aux adhérents français touche à sa fin : les nombreux voyages vendus dans le reste de l'Europe, aux Américains, Japonais, contribuent à faire basculer cette répartition. L'Automobile Club d'Allemagne a envoyé 16 000 «G.M.» au Club l'an dernier et en promet 200 000 pour 1980.

Le Club a les dents longues. Après le Mexique, Cuba, la Martinique et la Guadeloupe il projette de s'installer à Haïti, au Venezuela, en Colombie. Autre projet dans l'air : la mer de Chine. Un village sera ouvert dans trois ans en Malaisie, un autre dans 5 ans aux Philippines. Avec le filon des Philippines («7100 îles dont 300 sont aussi belles que Tahiti»), le Club cherche à accrocher la clientèle japonaise et australienne...

Pour la clientèle blanche d'Afrique du Sud, le Club a ouvert un bureau à Johannesburg.

Enfin le Club essaie de

s'insérer dans toutes les réunions internationales sur le tourisme, telle celle qui vient de réunir 43 ministres du tourisme du Moyen Orient. Le Mexique songerait au club pour organiser son réseau touristique national.

Aux quatre coins du monde, le club Méditerranée se comporte en véritable trust. Il vend les paysages des autres dans de magnifiques catalogues, y importe des avions pleins de touristes fortunés qui vivent pendant plusieurs semaines entre eux, au village et contemplent derrière les vitres de leurs autocars ou le viseur de leur appareil de photo les «indigènes» vivre à un niveau bien inférieur au leur. De surcroît l'approvisionnement du Club est loin de faire marcher toujours le commerce local. Le «Club» se vante de rapporter gros en devises aux pays dans lesquels il plante ses villages, mais qui profite du tourisme ? Il suffit de constater les méfaits sur l'Espagne, la Tunisie, le Maroc pour s'en rendre compte.

Un tel «tourisme» n'a rien à voir avec le désir de rencontre ; l'amitié entre les peuples, sentiment présent chez les masses populaires. Si pour les privilégiés qui l'utilisent, le Club est un moyen de vivre encore un peu plus «au dessus de leurs moyens» dans un décor de «rêve» quelques semaines, c'est en rejetant loin d'eux les travailleurs grâce aux barrières de la distance de la langue et au mur d'enceinte du «village»...

### Le Club Méditerranée : un trust

Le Club Méditerranée est un des «grands» mondiaux du tourisme capitaliste. Son chiffre d'affaires ne cesse de se consolider et son bénéfice net est en constante accélération. Le Club Méditerranée s'est donné pour objectif 1980 la toute première place mondiale de l'industrie des vacances.

Son capital est partagé entre sept groupes :  
— deux français nationalisés : le Crédit Lyonnais et l'UAP  
— deux banques privées françaises : la Compagnie Financière d'Edmond de Rothschild et la banque Paribas  
— trois groupes étrangers : l'American Express, le groupe canadien Kent, représenté par la CEMP d'Alain de Gunzburg et le groupe Fiat Agnelli.

### Hammamet : de l'eau pour les douches du club... pas pour l'orangerie !

Tunisie, dans la région du Cap Bon, c'est le paradis artificiel des touristes : Hammamet. Ici, pour les touristes en mal de dépaysement, on se retrouve entre soi. Tous du même monde : là-bas, en métropole, on est tous du même côté de la barrière : cadres, professions libérales, si ce n'est jeunes patrons dynamiques — rares cependant, car on a peur de retrouver ici ses employés supérieurs. Bref, le joli monde qui onze mois sur douze confie ses états d'âmes à la CGC et le douzième mois, son épiderme au soleil de monsieur Trigano. Dans les deux cas, on défend les intérêts de la corporation : là-bas comme ici, on tient à respecter les distances avec la plèbe. Mais voilà : à Hammamet, en plein soleil, la paysannerie locale, vit du travail de la terre — même si ce sont les autres qui en tirent profit : elle fait pousser des oranges. Et cela nécessite du travail d'abord, mais aussi de l'eau. Qu'à cela ne tienne : ils ont creusé des canaux d'irrigation. Puis Trigano est venu planté son camp, et avec lui, des centaines de bronze-culs. Or, il fallait de l'eau pour nettoyer les huiles solaires bronzantes. Du côté de Bourguiba, on n'a pas hésité : Trigano a su convaincre que son camp rapporterait plus que les oranges. Alors l'eau de l'irrigation est partie dans les douches du Club !

### Mr Trigano, «il est viscéralement de gauche»

En ces temps tourmentés plus qu'en d'autres, Gilbert Trigano aime réaffirmer ses penchants pour la gauche.

«Il est viscéralement de gauche. Comme tout ancien membre du PCF, il a été traumatisé par le stalinisme» me confie Stéphane Gessler, directeur des relations internationales du club et fidèle ami de Trigano «C'est un utopiste, il l'a toujours été. Il s'éclate parce qu'il en a envie»...

Invité à préciser de façon plus nette quelles rencontres auraient pu sceller dans des temps récents, cette longue amitié pour la gauche, le représentant du Club, prudent, nie farouchement tout rapport «structurel» avec le PC et le PS. «Le Club ne sera pas changé de toute façon par un changement de gouvernement en France. Nous en sommes sûrs», puis «de toute manière, l'argent n'a pas de couleur politique»...

Gilbert Trigano aime raconter son passé de journaliste à l'Avant Garde et à l'Humanité. Il y a gardé des relations, des amitiés et des clients. A Harris et Sedouy (Les Patrons, éd Le Seuil) qui lui font remarquer que le désintérêt des travailleurs pour le Club est en quelque sorte un échec par rapport au discours «social» du Club, Trigano répond par une question : «Dites moi pourquoi les rédacteurs de l'Humanité passent leurs vacances au Club Méditerranée et pourquoi les ouvriers membres du Parti Communiste ne viennent pas y passer leurs vacances ?»

A l'occasion des dernières présidentielles, Trigano, sioniste convaincu dont les villages en Israël rapportent de précieuses devises à l'Etat sioniste, a fait savoir bien haut qu'il votait Mitterrand...

